

du gouvernement sur le régime canadien d'assistance puisque la date limite du 1^{er} avril est dépassée?

L'hon. A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, nous nous proposons de donner suite au régime canadien d'assistance. Le projet de résolution figure maintenant au *Feuilleton* et le régime sera probablement rétroactif au 1^{er} avril de cette année.

LES CÉRÉALES

LA LIVRAISON DU DERNIER CONTINGENT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lawrence Watson (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances, dont relève la Commission canadienne du blé. Le gouvernement et la Commission canadienne du blé ont-ils établi un chiffre en ce qui regarde le dernier contingent de blé que les cultivateurs pourront livrer avant la fin de la campagne agricole qui se termine le 31 juillet? Si oui, le ministre essaiera-t-il de conclure un arrangement entre les éleveurs et les chemins de fer, de manière que la plus grande partie de ce blé puisse être expédiée avant les deux dernières semaines de juillet, comme cela s'est fait ces deux ou trois dernières années?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je serai très heureux d'étudier cette question avec la Commission canadienne du blé, qui a évidemment le pouvoir d'établir des contingents afin que les cultivateurs soient tous traités avec justice. Je sais que la Commission se soucie beaucoup d'établir des taux aussi élevés et aussi justes que possible. Nous examinerons ensemble la question et je tâcherai de faire rapport à la Chambre.

AIR CANADA

WINNIPEG—LE RAPPORT DE L'ENQUÊTE SUR LA BASE D'ENTRETIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, vu que plusieurs semaines se sont écoulées depuis qu'il a informé la Chambre qu'il avait reçu un exemplaire du rapport Thompson, le ministre des Transports nous dira-t-il quand ce rapport sera déposé?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Je crois que l'honorable représentant se trompe quand il affirme que j'ai dit à la Chambre avoir reçu un exemplaire du rapport Thompson. J'ai dit que le bureau du Conseil privé avait reçu le rapport et qu'on s'occupait de le faire traduire et im-

primer. J'espère qu'il sera disponible prochainement.

M. Orlikow: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. La réponse du ministre signifie-t-elle que le bruit qui court à Winnipeg, selon lequel le rapport ne serait pas publié avant les élections au Manitoba, n'est pas fondé?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Comme la question prête à controverse, elle n'est pas recevable.

L'hon. M. Pickersgill: Elle est hypothétique.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CHINE CONTINENTALE—L'EXPLOSION D'UNE BOMBE NUCLÉAIRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme la République populaire de Chine vient de faire exploser une bombe nucléaire que l'on décrit comme ayant les plus fortes retombées radioactives connues jusqu'à ce jour, le gouvernement du Canada se prépare-t-il à protester énergiquement par les diverses voies de communication auprès du gouvernement de la République populaire de Chine?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, la seule façon de protester est de renouveler, comme nous l'avons fait hier, notre appel à la Chine pour qu'elle se joigne aux puissances ayant promis de ne pas faire d'essais nucléaires par le pacte signé à Moscou en août 1963.

M. Nesbitt: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je n'ai pas entendu toute la réponse du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Nous a-t-il dit qu'on a envoyé hier au gouvernement de la République populaire de Chine une communication l'exhortant à participer au traité sur les bombes nucléaires?

L'hon. M. Martin: Nous n'avons envoyé aucune communication à la République populaire de Chine, car le Canada ne l'a pas officiellement reconnue. Mais j'ai exprimé l'opinion bien arrêtée que le temps était venu que la Chine se joigne à la majorité des nations et adhère au Pacte de Moscou sur l'interdiction des essais nucléaires.

M. Nesbitt: Une deuxième question supplémentaire. A-t-on communiqué directement ou indirectement à la République populaire de Chine ce point de vue du ministre et du gouvernement qui est très juste—autrement que par la déclaration du ministre?

[M. Macquarrie.]